

Annexe n°2 - rappels réglementaires

Cette annexe a pour objectif de répertorier l'ensemble des textes réglementaires de référence et d'attirer votre attention sur certains points de vigilance.

1. Obligations réglementaires de service (ORS)

- 1.1. Obligations réglementaires de service (ORS) des enseignants du 2nd degré titulaires
- <u>Décret n°2014-940 du 20 août 2014 relatif aux obligations de service et aux missions des personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré ;</u>
- <u>Circulaire n°2015-057 du 29 avril 2015 relative aux missions et obligations réglementaires de service des enseignants des établissements publics d'enseignement du second degré ;</u>
- <u>Décret n° 2019-309 du 11 avril 2019 portant création d'une seconde heure supplémentaire hebdomadaire non refusable par les</u> enseignants du second degré.

Heure dite de commune différente: pour bénéficier de l'attribution d'une décharge de service d'une heure (ARE) ou de la majoration de son service d'une HSA au titre de l'exercice dans des établissements de communes différentes, l'agent titulaire doit exercer à l'année sur 2 établissements de communes différentes ou 3 établissements. Il n'y a pas de quotité minimum de service exigible.

Pondération et temps partiel : Le mécanisme de pondération s'applique à l'ensemble des enseignants, y compris ceux exerçant à temps partiel.

Jusqu'au décret n° 2021-1326 du 12 octobre 2021, les enseignants en temps partiel ne pouvaient pas percevoir d'HSA et afin qu'ils puissent également bénéficier des effets de ces pondérations, leur quotité d'exercice devait être ajustée en tenant compte des heures de pondération et des éventuelles décharges (circulaire DGRH B1-3 n° 2015-105 du 30 juin 2015). La liste des personnels entrant dans le cadre de ces modifications de quotité devait être adressée à votre correspondant habituel des services de l'organisation scolaire qui assurait le lien avec la division des personnels enseignants. Le décret d'octobre 2021 autorisant désormais les heures supplémentaires pour les personnels en temps partiel, l'application STSweb a été mise à jour pour permettre la saisie d'HSA à ces enseignants.

Par ailleurs, les enseignants stagiaires bénéficiant d'une pondération entraînant une modification de la quotité de leur support devront être signalés.

1.2. Obligations réglementaires de service (ORS) des enseignants intervenants en CPGE

Définition de l'ORS des enseignants assurant l'intégralité de leur service en CPGE (article 6 et 7 du décret 50-781 du 25 mai 1950, article 6 du décret 50-782 du 25 mai 1950 et circulaire ministérielle n°2004-056 du 29 mars 2004):

Niveau	Effectif >35	Effectif compris entre 20 et 35	Effectif < 20
CPGE 1	ORS de 9h	ORS de 10h	ORS de 11h
CPGE 2	ORS de 8h	ORS de 9h	ORS de 10h

Un enseignant assurant des cours devant plusieurs classes de CPGE verra son ORS définie à la fois par la prise en compte de la classe ayant l'effectif le plus élevé devant laquelle il enseigne et par la classe affectée de l'ORS la moins élevée devant laquelle il assure des cours.

Le terme de classe ici ne correspond pas forcément à la notion de division mais au groupe d'élèves le plus important effectivement encadré par l'enseignant. Aussi, un enseignant assurant tout son service devant un groupe de 15 élèves issus d'une division de CPGE2 à 40 élèves aura une ORS de 11h et non 9h.

Les enseignants assurant l'intégralité de leur service en CPGE dont l'ORS est défini tel qu'indiqué ci-dessus ne sont pas concernés par le dispositif des IMP qui bénéficie uniquement aux enseignants dont l'ORS est défini par le décret n°2014-940 du 20 août 2014.

Par ailleurs, les enseignants effectuant un service mixte en CPGE et en cycle terminal ne pourront se voir attribuer la pondération de 1.1 que dans la mesure où la durée du service en classes préparatoires est inférieure à celle figurant à la circulaire ministérielle n°2004-056 du 29 mars 2004 (cf. circulaire 2015-057 du 29 avril 2015 référencée ci-dessus « Obligations réglementaires de service (ORS) des enseignants du 2nd degré titulaires »)

1.3. Agents non titulaires

- Circulaire nº 2017-038 du 20-3-2017.

Heure dite de commune différente: pour bénéficier de l'attribution d'une décharge de service d'une heure (ARE) ou de la majoration de son service d'une HSA au titre de l'exercice dans des établissements de communes différentes, l'agent non titulaire doit exercer à l'année et à temps complet (eu égard à son ORS) dans 2 établissements de communes différentes ou 3 établissements. Il n'y a pas de quotité minimum de service exigible.

2. Indemnités

Vous trouverez ci-après un récapitulatif des indemnités que vous pouvez installer via l'application STS-WEB.

J'attire votre attention sur la nécessité de respecter strictement les conditions d'attribution de ces dernières.

Un contrôle des indemnités en question sera réalisé à postériori. Le non-respect des conditions d'attribution pourra donner lieu à une demande de justification et à une retenue sur traitement pour les intéressés.

2.1. Indemnité de sujétion :

CCF et EPS

- <u>Décret n°2015-476 du 27 avril 2015 instituant une indemnité de sujétion allouée à certains personnels assurant un service en classe de première, de terminale ou préparant à un certificat d'aptitude professionnelle ;</u>
- Arrêté du 6 juillet 2015 fixant le taux de l'indemnité de sujétion allouée à certains enseignants assurant un service en classe de première, de terminale ou préparant à un certificat d'aptitude professionnelle.

Public: personnels enseignants du second degré assurant au moins six heures de service hebdomadaire d'enseignement dans les classes de première et de terminale de la voie professionnelle et dans les classes préparant à un certificat d'aptitude professionnelle + personnels enseignants assurant au moins six heures de service hebdomadaire d'enseignement en éducation physique et sportive (hors UNSS) dans les classes de première et de terminale des voies générale ou technologique.

Effectifs supérieurs à 35 élèves

- <u>Décret n°2015-477 du 27 avril 2015 instituant une indemnité de sujétion allouée aux personnels enseignants du second degré assurant des enseignements devant plus de 35 élèves</u>;
- Arrêté du 27 avril 2015 fixant le taux de l'indemnité de sujétion allouée aux personnels enseignants du second degré assurant des enseignements devant plus de 35 élèves.

Public: personnels enseignants exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré (hors CPGE) assurant **au moins six heures d'enseignement hebdomadaire** devant un ou plusieurs groupes d'élèves dont l'effectif est supérieur à 35.

L'effectif à considérer est celui des élèves présents au 15 octobre de l'année scolaire en cours.

Part modulable de l'Indemnité de suivi et d'orientation des élèves (ISOE) ou indemnité dite de PP ou de professeur référent de groupe d'élèves

- <u>- Décret n°2021-1101 du 20 août 2021 modifiant le décret 93-55 du 15 janvier 1993 instituant une indemnité de suivi et d'orientation des élèves en faveur des personnels enseignants du second degré</u>
- Note de service du 23 août 2021 relative au rôle du professeur référent de groupe d'élèves

Le décret n°2021-1101 crée une nouvelle mission, celle de professeur référent de groupes d'élèves pour les enseignants de lycée intervenant en cycle terminal de la voie générale et technologique. Merci de vous reporter à l'annexe 4 pour des précisions.

Indemnité pour Mission Particulière (IMP):

- <u>Décret n°2015-475 du 27 avril 2015 instituant une indemnité pour mission particulière allouée aux personnels enseignants et d'éducation exerçant dans un établissement public du second degré ;</u>
- Arrêté du 27 avril 2015 fixant le taux de l'indemnité pour mission particulière ;
- Circulaire n°2015-058 du 29 avril 2015 relative aux modalités d'attribution de l'indemnité pour mission particulière.

Public: personnels enseignants et d'éducation exerçant dans un établissement public d'enseignement du second degré.

Les IMP versées au titre du défraiement des missions exercées dans le cadre des **cordées de la réussite** doivent être saisies sous le code motif 9073 ME PEDAGO/EDU CORDEES REUSSITE

Indemnité de DDFPT:

- <u>Circulaire n° 2016-137 du 11-10-2016 relative aux missions des directeurs délégués aux formations professionnelles et technologiques.</u>